

Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Date de la contribution : 05/07/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Favorable

Commentaire :

La volonté de la CRE de créer une procédure spécifique lors du soutirage et injection d'une installation est perçue de manière très favorable par le SDE35. En effet la charge administrative serait fortement diminuée tout en permettant un dimensionnement optimal du réseau. De plus, le temps de mise en service des installations de producteur, déjà consommateur, est actuellement long (plusieurs mois) et cette procédure simplifiée, en associant adaptabilité technique et souplesse administrative, tendrait à optimiser ces mises en service.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Les opérations de raccordement intelligentes tendent à réduire les coûts et les délais de raccordement. Le SDE35 est très favorable à ce que cette procédure puisse être mise en place au plus tôt. Le SDE35 souhaite que les procédures de traitement des demandes de raccordement des gestionnaires conservent la possibilité de proposer aux demandeurs une puissance de raccordement légèrement inférieure à la puissance demandée, si elles permettent de diminuer le coût de raccordement.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Favorable

Commentaire :

Avis favorable aux propositions.

Il serait également intéressant que le gestionnaire de réseau puisse donner, en amont de la DAR, à des points donnés du réseau, les puissances maximales qui peuvent y transiter afin de permettre aux demandeurs de pré-dimensionner de manière indépendante leur unité de production en fonction du réseau actuel. Cela permettrait de ne plus adapter systématiquement le réseau à une unité de production mais de dimensionner l'unité de production au réseau existant, et d'éviter le recours systématique à la DAR dont le coût peut être bloquant pour certains projets risqués.

Dans ce nouveau dispositif, il est important que le gestionnaire de réseau puisse clairement préciser les conditions attendues pour la faisabilité de cette anticipation et qu'en cas d'évolution technique du dossier, les délais de raccordement ne dépassent pas ceux proposés pour un dossier standard.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations

Favorable

Commentaire :

Le syndicat est favorable à l'encadrement quant aux obligations du gestionnaire de réseau sur les coûts associés à une demande d'autorisation d'urbanisme.

Le syndicat fait remarquer à la CRE que sur de nombreux territoires, l'instruction d'urbanisme est réalisée par les SDE sur les communes où l'AODE est maître d'ouvrage. L'obligation devra être similaire que l'instruction soit réalisée par l'AODE ou par le gestionnaire.

Il pourrait être également pertinent d'éviter, sur les zones en MOA des AODE, d'éviter les doubles instructions souvent réalisées inutilement par les gestionnaires de réseaux.

Le syndicat plébiscite la transmission d'un maximum d'information à la collectivité aux différentes étapes de chiffrage, et notamment les paramètres d'évolutivité technique et réglementaire susceptibles de modifier les coûts de raccordement.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Avis favorable avec demande d'une mise en œuvre par les GRD dans un délai restreint.

Le SDE35 attend cette dématérialisation qui va pouvoir faciliter le suivi des dossiers des demandeurs de raccordement.

Le demandeur devra pouvoir consulter l'avancement du traitement de son dossier à chaque étape ; des engagements du concessionnaire concernant les délais de réponses à ses questions doivent y être associés.

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Le SDE35 est favorable à ce que le délai de trois mois maximal soit garanti en toute circonstance, sans application de dérogation.

Un contrôle mené conjointement en 2018 par les 4 SDE bretons (PE Breizh) sur un échantillon de procédure de raccordement producteur a montré des non respects réguliers de ce délai, et l'absence de compensations versées aux demandeurs en cas de non-respect. Ce rapport a été transmis à la DREAL Bretagne et peut être transmis à la CRE.

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

A la connaissance du SDE35, cette démarche d'anticipation n'est malheureusement pas appliquée. Elle peut pourtant être très utile aux besoins urgents et/ou spécifiques.

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Dans le cadre de son activité de contrôle, le SDE35 est très fréquemment interpellé par les élus locaux et les acteurs économiques sur des délais très longs de raccordement.

La mise en place de délais imposés permettrait au GRD d'adapter ses process métiers afin de respecter le délai imposé par la CRE.

Le SDE35 invite la CRE à imposer des délais différents selon que le raccordement entraîne ou non un renforcement de réseau. C'est souvent dans ce second cas que les plus grandes dérives de délais sont constatées.

Le SDE35 invite également la CRE à imposer un délai de prévenance court vers les AODE pour les territoires où la MOA est portée par eux. En Ille et Vilaine, le délai de transmission des demandes de raccordement, ou de renforcement, du GRD vers le SDE35 sont souvent trop longues.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

Commentaire :

Il serait également souhaitable que les autres solutions techniques non retenues (au moins 2) soient détaillées car trop souvent des hypothèses succinctes sont établies par Enedis qui ne prennent pas en compte l'état actuel du terrain. Or un raccordement est souvent possible sur les solutions non retenues mais qui nécessite de légères modifications du producteur/projet afin de respecter les contraintes réseau.

Le gestionnaire doit pouvoir proposer au porteur de projet un ou plusieurs rendez-vous afin de lui détailler chacune des solutions techniques étudiées (devis et schéma associé à chaque solution), et les raisons pour lesquelles elles sont retenues ou écartées.

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Enedis comptabilise les contributions au raccordement, producteur comme consommateur, en « produit d'exploitation ».

Si cette méthode comptable pouvait être justifiée quand le raccordement correspondait à un « ticket d'accès », plus représentatif d'un service que d'une participation à l'investissement, elle n'est pas légitime pour un concours directement lié à la valeur de l'immobilisation.

Cette pratique a une conséquence très dommageable pour les AODE concédantes comme le SDE35 : au bilan de la concession, les immobilisations de raccordement sont considérées comme financées à 100 % par le concessionnaire, ce qui n'est pas le cas.

Même si le TURPE a bien diminué les contributions aux raccordements, cette méthodologie comptable permet à Enedis de surestimer de manière induite ses ouvrages de concessionnaire, ce qui n'est pas sans conséquence lorsque des biens sont cédés (Enedis réclame le montant non amorti) ou lors de la réalisation des bilans comptable de fin de concession.

Dans le cadre du bilan de concession réalisé par le SDE35, et au vu des contributions affichées sur la période 2010 - 2017 uniquement, le SDE35 a ainsi évalué à 62 millions d'euro la surestimation induite de la valeur nette comptable des financements Enedis.

Le SDE35 souhaiterait que la CRE fasse le nécessaire auprès d'Enedis afin que cette pratique soit modifiée.



ACTEUR PUBLIC DES ÉNERGIES

Liste des pièces jointes à la contribution :

20190705_Consultation_CRE_Reponses.pdf